● (2050)

Il reste que pour Carter un dollar est un dollar. Si vous gagnez un dollar sans faire un travail productif, il s'agit là d'une plus-value de capital qui devrait être imposée, tout comme n'importe quel homme ou n'importe quelle femme paierait des impôts sur des sommes difficilement gagnées d'autres sources. J'ai accepté l'argument du ministre des Finances en principe, mais comme je l'ai dit il y a un instant, le député de York-Simcoe réussit à faire paraître progressiste même le ministre des Finances. Si vous suivez l'argument du ministre des Finances logiquement—même si les libéraux courent court à la logique de tout argument—il y aurait lieu d'imposer une plus-value de gain en capital comme tout autre forme de revenu, mais en vertu de la loi de notre pays, la moitié seulement est imposée. Le député de York-Simcoe veut que nous revenions au 18^e siècle; le ministre des Finances veut que nous restions au 19^e siècle. Le nouveau parti démocratique croit qu'il y aurait lieu d'imposer les plus-values de capitaux tout comme un autre revenu. Comme l'a dit Carter, un dollar est un dollar et le droit fiscal devrait le considérer comme tel.

M. Munro (Esquimalt-Saanich): Monsieur le président, j'ai deux questions à poser au ministre au sujet de l'article 14. La première concerne l'impôt sur les plus-values de capitaux dont nous avons discuté. S'il s'agit vraiment comme il a été admis d'une source de revenu négligeable, je me demande si on a présenté des instances au ministre au sujet de l'exemption des retraités, comme les personnes âgées qui ont essayé de mettre de l'argent de côté pour leurs vieux jours. Je rappellerais au ministre que les montants investis par ces personnes avaient déjà été assujettis à un impôt. On leur demande maintenant de payer un second impôt sur des sommes nécessaires à satisfaire leurs désirs et leurs besoins—et je crois que nous devrions satisfaire aux désirs des personnes âgées autant qu'à leurs besoins. A-t-on présenté des instances au ministre en vue d'exempter les personnes âgées des rigueurs de l'impôt sur les plus-values de capitaux?

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur le président, autant que je m'en souviens, je dois dire que non. Il existe des dispositions dans la loi de l'impôt sur le revenu concernant les personnes âgées, et quelqu'un en a parlé au cours du débat. Personnellement, je n'arrive pas à me souvenir d'une recommandation concernant un régime fiscal spécial sur les gains en capital à l'intention de ce groupe en particulier.

Je devrais soulever là encore la question du principe en cause. Si les détenteurs d'un titre réalisent un gain en capital, seulement la moitié de ce gain est imposable, ce qui est en soi un traitement de faveur par rapport à d'autres contribuables. En principe, je ne vois pas comment on pourrait les différencier des autres contribuables.

M. Munro (Esquimalt-Saanich): Monsieur le président, si vous le permettez, j'aimerais approfondir un peu plus la question. Je ne saurais dire si des instances ont été faites directement au ministre sous forme de lettres de groupes de personnes âgées ou autrement, mais je sais que certaines figurent au hasard. J'en sais quelque chose puisque c'est moi que les ai faites. Je crois sincèrement qu'il faut prévoir un régime spécial pour cette catégorie de gens, étant donné qu'ils ont eu la précaution de mettre l'argent de côté quand ils étaient plus

Impôt sur le revenu

jeunes pour ne pas être à la charge de l'État au moment de leur retraite. Il se peut que ces gens soient obligés d'aller vivre dans des foyers très dispendieux. Ils estiment peut-être qu'ils n'ont jamais eu les moyens de voyager lorsqu'ils travaillaient et maintenant que leur vie active est terminée, ils ont l'occasion de retirer \$2,000 investis dans des actions ordinaires il y a une vingtaine d'année et qui constitue un petit pécule pour eux. Je suis étonné que le ministre soit si dur avec cette catégorie de gens.

Je voulais soulever une autre question à propos d'une tournure qui revient souvent aux pages 13 et suivantes, à savoir le «contribuable, son conjoint ou son ancien conjoint». J'aimerais que le ministre nous assure que cette mesure s'applique seulement au conjoint légitime et que cette disposition ne peut être interprété en faveur d'un conjoint de droit commun.

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur le président, j'aimerais parler du premier point; comme je l'ai fait remarquer au député de York-Simcoe, très peu d'actions ont pris de la valeur pendant la plus grande partie de la période qui s'est écoulée depuis le jour de l'évaluation pour la bonne raison...

M. Munro (Esquimalt-Saanich): ... que le pays était administré par le gouvernement actuel.

M. Macdonald (Rosedale): Je répète aussi que cela est également valable pour les marchés mondiaux; je tiens cependant à remercier le député de son compliment lorsqu'il a dit que dans ce domaine, le monde suit la voie tracée par le ministère fédéral des Finances. De toute façon monsieur le président, il ne me semble pas que le député ait prouvé qu'il faille adopter une politique différente à l'égard de cette catégorie de citoyens. Si leurs actions ont pris de la valeur depuis le jour de l'évaluation, la moitié seulement de la plus-value devient imposable. Il est juste de leur faire verser un impôt sur ce montant tout comme ils doivent acquitter au même titre l'impôt sur la tranche de leur revenu imposable après déductions.

L'article 14, en bref, stipule que par suite d'une séparation, d'un divorce ou d'une absence forcée du conjoint du foyer, le conjoint absent aura encore le droit de réclamer une exemption sur la résidence principale relativement au bien. «Conjoint», bien sûr, est pris dans le sens que lui confère la loi.

M. Saltsman: Monsieur le président, j'ai voulu plus tôt poser une question au député de York-Simcoe et j'espère pouvoir encore le faire, car je pense que le comité a très mal interprété ses paroles lorsqu'il a parlé de l'impôt sur les plus-values de capitaux. Je crois que ce qu'il a voulu dire, c'est que le gouvernement n'avait pas été assez sévère en appliquant l'impôt sur les plus-values de capitaux, ce qui fait que le gouvernement n'a pas retiré suffisamment de recettes de cet impôt, et qu'il devrait donc se montrer plus exigeant à cet égard.

Simplement pour tirer cette affaire au clair, je voudrais demander au député de York-Simcoe si, selon lui, le gouvernement devrait se montrer plus ferme en ce qui touche l'imposition des gains en capital; ou s'il est vrai, comme le disent certains, qu'il voudrait au contraire que les gains en capital ne soient plus du tout imposés? Le député de York-Simcoe peut-il me répondre sur ce point?